



---

**RÈGLEMENT NUMÉRO 257-2015**  
**SUR LA GESTION DES FAUSSES ALARMES**

---

- ATTENDU QUE** le conseil municipal désire mettre à jour le règlement concernant l'utilisation et le fonctionnement des systèmes d'alarme sur le territoire de la Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis.
- ATTENDU QU'** il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes.
- ATTENDU QU'** un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil du 4 mai 2015.
- ATTENDU QUE** le règlement a été remis à tous les membres du conseil le 4 mai 2015 et que les conseillers présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

**EN CONSÉQUENCE,**

Il est proposé par le conseiller Mario Lévesque  
Appuyé de Marc Boucher  
Et résolu à l'unanimité :

**QUE** soit adopté un règlement, portant le numéro 257-2015, ordonnant et statuant ce qui suit :

**ARTICLE 1 : PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2 : ABROGATION**

Le règlement numéro 171 et ses amendements adoptés par la Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis est abrogé.

**ARTICLE 3 : DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- Lieu protégé :** Un terrain, une construction, un ouvrage, ou un bien protégé par un système d'alarme.
- Système d'alarme:** Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une infraction, d'une tentative d'infraction ou d'un incendie dans un lieu protégé situé sur le territoire de la Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis.
- Fausse alarme :** S'entend de la mise en marche d'une alarme de sécurité pour laquelle il n'existe aucune preuve qu'un incendie, un début d'incendie, une entrée non autorisée ou qu'une infraction criminelle ait été tentée ou ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou tout lieu.
- Utilisateur :** Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.

Officier chargé  
de l'application :

L'officier municipal et les agents de la paix (Sûreté du Québec) ou toute autre personne désignée par résolution du conseil.

Officier municipal :

Le directeur du Service incendie ou son représentant ainsi que toute autre personne désignée par le conseil municipal.

#### **ARTICLE 4 : APPLICATION**

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

#### **ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT ET INSTALLATION**

Tout système d'alarme installé ou à être installé sur le territoire municipal doit être fabriqué et installé selon les normes techniques ou autres, suffisantes pour assurer au système un rendement efficace afin que celui-ci ne se déclenche pas inutilement, compte tenu de la protection recherchée, de la nature, de la superficie et de l'aménagement des lieux desservis.

Toute personne qui utilise ou permet que soit utilisé un système d'alarme contre le vol ou les incendies ou une combinaison des deux (2), doit s'assurer que ce système est constamment en bon état de fonctionnement.

#### **ARTICLE 6 : INSPECTION**

L'officier chargé de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté. Tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le recevoir, le laisser pénétrer et répondre à toutes les questions posées relativement à l'application du présent règlement.

#### **ARTICLE 7 : PRÉSUMPTION DE FAUSSE ALARME**

Le déclenchement d'un système d'alarme est présumé, en l'absence de preuve contraire, être une fausse alarme. Que ce soit une cause de défautuosité ou de mauvais usage due à une erreur humaine et qu'aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus, de la commission d'une infraction ou d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'officier chargé de l'application du présent règlement.

#### **ARTICLE 8 : SIGNAL**

Lorsqu'un système d'alarme est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de vingt (20) minutes consécutives. Toute émission supplémentaire de signal sonore constitue une infraction de durée excessive imputable à l'utilisateur.

#### **ARTICLE 9 : INTERRUPTION DE SIGNAL**

Les membres de la Sûreté du Québec, à titre d'agents de la paix, sont autorisés à pénétrer dans tout immeuble n'appartenant pas à la municipalité si personne ne s'y trouve aux fins d'interrompre le signal sonore d'un système d'alarme dont l'émission dure depuis plus de vingt minutes consécutives.

L'agent de la paix n'est pas tenu de remettre le système d'alarme en fonction. Les frais de toute intervention, de l'officier chargé de l'application, d'un serrurier ou d'un agent de sécurité ou des frais concernant toute autre mesure utilisée pour la protection d'un immeuble dont le système d'alarme est interrompu par un officier chargé de l'application, seront facturés au propriétaire, locataire ou occupant du lieu protégé.

#### **ARTICLE 10 : INFRACTION**

Tout déclenchement de plus de deux (2) fausses alarmes au cours d'une période consécutive de douze (12) mois constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des frais et des amendes prévus au présent règlement.

**ARTICLE 11 : AUTORISATION**

Le conseil autorise de façon générale tout officier chargé de l'application du présent règlement à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement et à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant.

**ARTICLE 12 : AMENDES**

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 100 \$ et maximale de 1000 \$.

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

La Municipalité peut à la fois délivrer un constat d'infraction et réclamer les frais prévus à l'article 9.

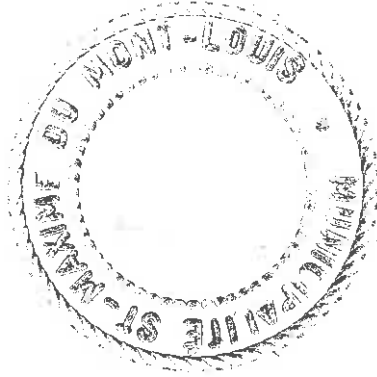
**ARTICLE 13 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

  
\_\_\_\_\_  
Serge Chrétien, maire

  
Suzanne Roy, d.g. et sec.-très.

*Adopté le 1er juin 2015 - Résolution 095-06-2015*





PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MAXIME DU MONT-LOUIS  
MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE

## AVIS PUBLIC

EST, PAR LA PRÉSENTE, DONNÉ PAR LA SOUSSIGNÉE,

SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE DE LA SUSDITE MUNICIPALITÉ QUE:

Les règlements suivants ont été adoptés à la séance ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2015 :

Règlement 256-2015 relatif aux colporteurs et aux commerçants itinérants

Règlement 257-2015 sur la gestion des fausses alarmes

Règlement 258-2015 concernant les nuisances, la paix et le bon ordre

Règlement 259-2015 concernant les chiens

DONNÉ A MONT-LOUIS, P.Q., ce 2<sup>e</sup> jour de juin 2015

  
Suzanne Roy, secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée résidant à Mont-Louis, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis public ci-dessus, en affichant une copie à chacun des endroits désignés par le conseil, le 3<sup>e</sup> jour de juin 2015.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat 3<sup>e</sup> jour de juin 2015

  
Suzanne Roy, secrétaire-trésorière